

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Le 25 octobre met à l'ordre du jour la grève générale

Suite de la première page

avec l'extension depuis quelques jours de l'insurrection au Front saharien. A coup sûr une partie de la bourgeoisie cherche le moyen de sortir du guépier par la création d'un complexe fédératif permettant d'exploiter les richesses sahariennes. Mais il faudrait mettre sur pied un gouvernement capable d'opérer ce tournant, en rendant stérile l'agitation des ultracolonialistes de Paris et d'Alger et en tenant en respect la classe ouvrière. La situation, malgré les recherches, n'est pas mûre. C'est ce qui explique le silence des « pressentis » sur le problème algérien.

Ce qui ajoute encore à la crise de la bourgeoisie, c'est « l'aggravation du malaise social » comme on peut lire dans « les Echos ». En bref, il ne s'agit pas d'autre chose que l'extension des débrayages, des grèves, des manifestations qui s'étendent à toutes les régions, à toutes les corporations. La classe ouvrière a montré et montre sa force depuis septembre.

Cette force est capable de bouleverser tous les plans de la bourgeoisie. Cela ne ferait aucun doute, si la S.F.I.O. ne se vautrait dans la collaboration de classe, si le P.C.F., qui porte à cause de son influence sur la classe ouvrière la plus lourde responsabilité, n'était pas exclusivement occupé d'utiliser le mouvement des masses en vue de combinaisons parlementaires, utopiques d'ailleurs, qui pourraient servir la diplomatie soviétique. Plus généralement d'ailleurs, le P.C.F. paye aujourd'hui toute la politique que sa direction a suivie depuis la fin de la guerre.

Le bilan en a été marqué par le contraste des journées des 16 et 17 octobre. Le 16, les travailleurs du gaz et de l'électricité paralysent toute l'activité du pays, pour affirmer leurs revendications. Le 17, la direction stalinienne subit un lourd échec, ne mobilisant même pas son propre parti.

La direction de la C.G.T. échelonne les journées d'action, un jour pour les travailleurs de l'E.D.F., un autre pour les travailleurs du rail, pour les métallurgistes, etc. Les efforts éparpillés, n'aboutissant pas, peuvent créer une lassitude dans les rangs ouvriers, tandis que la bourgeoisie se sert de l'épouvantail de la paye auprès des petits bourgeois désemparés. Pendant la grève des travailleurs de l'Éclairage, ni la direction de l'E.D.F. ni les ministres n'ont envisagé la mise en place de dispositifs de sécurité, espérant pouvoir tourner l'aigreur des classes moyennes contre la classe ouvrière. C'est l'indice d'intentions profondes de la part des classes dirigeantes. Ces machinations rejoignent les préoccupations de ceux qui dans l'ombre préparent un gouvernement fort, éventuellement sous le couvert d'un règlement en Algérie.

C'est dire qu'à l'heure actuelle la situation est riche de promesses, mais grosse de dangers.

Pour briser dans l'œuf les tentatives de la bourgeoisie, les organisations ouvrières doivent mettre à l'ordre du jour une grande offensive ouvrière en concrétisant le mot d'ordre « Tous ensemble », exigence de la classe ouvrière.

Ce mot d'ordre implique l'élaboration de revendications de salaires uniformisées dans les différentes Fédérations d'industrie.

Cela suppose la préparation de l'action simultanée des différentes corporations ou du moins des travailleurs des secteurs les plus décisifs (Métallurgie, Énergie, Mines, Transports, Travailleurs de la Fonction publique...).

Ce mot d'ordre suppose une orientation révolutionnaire en matière de Front Unique: des propositions au Parti Socialiste en vue de la satisfaction des revendications politiques et économiques immédiates de la classe ouvrière et des classes moyennes, avec la perspective d'un gouvernement communiste-socialiste, sans ministres capitalistes, couronnant l'action des masses et assurant la transition vers le socialisme.

La journée du 25 octobre met à l'ordre du jour la préparation de la grève générale pour briser les projets de la bourgeoisie et imposer un gouvernement des travailleurs.

Mais la politique du P.C.F. est à l'opposé de celle qui vient d'être définie. Les travailleurs ont bien contraint les dirigeants à ne plus « particulariser » à outrance. Le Comité Central du P.C.F. a bien sacrifié à certaines exigences des militants en appelant à l'action pour le 17 octobre. La portée de ce petit tournant est restreinte, cependant, par les communiqués du Bureau Politique et du Bureau Confédéral qui déclarent, en substance, que le P.C.F. et la C.G.T. ne se sont jamais trompés. Ce qui accroît la méfiance et même la défiance de la classe ouvrière. La politique du P.C.F. est dominée par une proposition de compromis, pour reprendre le terme de Jacques Duclos, aux radicaux, à l'U.D.S.R., au R.G.R. Compromis pourri destiné à rassurer les bourgeois. La monnaie d'échange pourrait-elle être autre chose que l'engagement tacite que la classe ouvrière ne formulera que des revendications « raisonnables » sous des formes d'action « acceptables »? Dans ce domaine, la direction du P.C.F. est même

PREMIER ANNIVERSAIRE...

(Suite de la première page)

Yugoslavie les conseils n'aient que des attributions limitées à leur propre entreprise. De même Gomulka qui vient d'interdire « Po Prostu », non à cause des confusions qui se manifestaient dans ce journal, mais le jour où, sans confusion, il a préconisé « tout le pouvoir aux Conseils ouvriers ».

La révolution hongroise, après plusieurs semaines de luttes héroïques, a été vaincue. La révolution polonaise semble piétiner et Khrouchtchev apparaît triomphant au Kremlin. La montée des masses qui se montrait impétueuse l'an dernier a-t-elle été endiguée pour une très longue période par la bureaucratie?

Il est incontestable que la politique de Khrouchtchev dans l'année écoulée, une fois la révolution hongroise battue, a été de stabiliser le pouvoir bureaucratique en recourant à des méthodes plus souples que celles de Staline sur le plan des rapports avec les autres dirigeants des États ouvriers et des Partis communistes. Partant du slogan: bureaucrates de tous les pays, unissez-vous — il a admis que chacun d'eux agisse plus ou moins à sa guise dans son domaine national pourvu qu'il ne critique pas les autres et que soit maintenue l'unité de front à l'échelle internationale sous la direction du Kremlin. Il ne faut surtout pas que l'un quelconque d'entre eux encourage des oppositions chez le voisin.

L'accord des bureaucrates s'est à peu près fait sur ce plan. Mais cela est encore bien loin de pouvoir assurer la stabilité recherchée par la bureaucratie. La poussée revendicative des masses avait ébranlé le pouvoir bureaucratique il y a un an, et les exigences des masses n'ont pas diminué. Khrouchtchev lui-même en était fort conscient quand, à la session du Comité Central où il régla à huis clos ses différends avec les vieux staliens à la Molotov, il compléta son tableau du stalinisme commencé au 20^e Congrès. Mais, pour lui, donner le chiffre de 1.600.000 membres du

Parti liquidés sous la direction de Staline n'avait qu'un intérêt limité aux besoins du moment. Pour les masses le stalinisme, la bureaucratie ne sont pas choses du passé. Elles n'ont pas encore le niveau de vie qu'elles sont en droit d'obtenir et n'ont surtout pas les libertés les plus élémentaires tant à l'entreprise que sur le plan de l'État. Les progrès sensationnels comme ceux qui ont assuré le lancement du sputnik, les masses ne les mettent nullement à l'actif des bureaucrates mais des bases de la société créée par la Révolution d'Octobre, et elles se sentent désormais de taille à se passer de la direction politique de la bureaucratie.

Les masses, en dépit de leur force et de leur héroïsme, n'ont pas triomphé l'an dernier, faute d'un programme, d'organisations indépendantes, d'une direction à elle pour mener la lutte jusqu'à la victoire.

Ce sont les questions qui cheminent actuellement dans bien des cerveaux parmi les jeunes générations des États ouvriers, notamment en URSS. La recherche souvent passionnée de ce que fut le passé défiguré par les staliens et toujours tronqué par les post-staliens est l'expression première de ces besoins pour les luttes de demain.

Pour le passé, c'est avant tout dans la lutte de l'Opposition de gauche soviétique rassemblée par Léon Trotsky, qu'elles trouveront les lumières indispensables pour dégager la vérité des ténèbres staliennes.

La IV^e Internationale, continuatrice de l'opposition soviétique, a poursuivi à l'échelle du monde sa lutte contre la bureaucratie. Réuni environ un an après les premières batailles de la révolution politique antibureaucratique, le 5^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale a précisément établi pour les prolétaires et la jeunesse des États ouvriers le programme, construit sur la base de cette lutte ininterrompue de plus de 30 ans, qui leur permettra de mener victorieusement le combat pour la démocratie des travailleurs, pour le régime des Conseils.

prête à payer à l'avance, sans aucune garantie de retour. On l'a bien vu, en mars 1956, quand elle vota les « pouvoirs spéciaux ».

Une politique révolutionnaire rendrait périlleuses les manœuvres de Coty et autres Schumann pour rapprocher sur un programme d'urgence, les indépendants et les dirigeants sociaux-démocrates dont la bourgeoisie a encore besoin, avant de s'engager dans des voies plus brutales. Il est à remarquer que tous maintenant, socialistes compris, envisagent des mesures pour renforcer l'Exécutif.

Nous approchons à grands pas d'échéances décisives. Le mouvement ouvrier a repris sur le plan économique. Le développement de grandes luttes vers la grève générale, la constitution de Comités de lutte, pourraient rapidement mettre un terme à toutes les palinodies du Palais-Bourbon et à toutes les aspirations au pouvoir fort de la bourgeoisie.

Mais si les travailleurs n'exploitent pas la situation dans ce sens, le capital utilisera le trouble, l'énervement, le mécontentement des masses arriérées à son profit.

Il ne faut pas compter sur les directions traditionnelles, qui ont d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Mais ceux-ci peuvent imposer leurs volontés, débordant les directions.

Pour que cela se fasse, il faut en premier lieu que les militants d'avant-garde, ceux de notre parti, ceux nombreux dans le P.C.F. qui comprennent le danger des demi-mesures, des œillades à la bourgeoisie, des temporisations, tous ceux qui sont pour une politique de combat, une politique de classe, agissent avec audace. Cette politique, ces mots d'ordre ont une grande résonance dans les masses. Celles-ci veulent se battre. Elles attendent les appels à la bataille. Ils ne viendront pas d'en haut, mais d'une ville, d'une industrie, d'une grande entreprise.